

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
Services de l'État en Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

AVIGNON, le 10/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

DELORME SAS

375 Allée du Lubéron
Zone artisanale Prato III
84210 Pernes-les-Fontaines

Références : D-00286-2023
Code AIOT : 0006401245

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/03/2023 dans l'établissement DELORME SAS implanté Le Lampourdier 84100 Orange. L'inspection a été annoncée le 18/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DELORME SAS
- Le Lampourdier 84100 Orange
- Code AIOT : 0006401245
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SAS DELORME exploite une carrière aux lieu-dits « du Lampourdier et des Sept Combes », sur la commune d'Orange. Les activités exercées relèvent de l'autorisation au titre de la rubrique 2510, de l'enregistrement au titre de la rubrique 2515 et de la déclaration au titre de la rubrique 2517 de la nomenclature des ICPE. Les activités du site sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 3 mars 2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites apportées aux constats relevés lors de la dernière inspection ;
- suivi des mesures ERC.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	SUIVI ANNUEL D'EXPLOITATION ET RAPPORT ANNUEL	Arrêté Préfectoral du 03/03/2021, article 2.10.2	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
4	INDICATEURS DE SUIVI DES POUSSIÈRES DIFFUSES	Arrêté Préfectoral du 03/03/2021, article 3.5.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	TRANSPORT	Arrêté Préfectoral du 03/03/2021, article 5.2.6	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
10	Modification des conditions d'exploitation	Code de l'environnement du 01/08/2021, article R181-46 II	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT	Arrêté Préfectoral du 03/03/2021, article 1.2.2	/	Sans objet
2	TRANSPORT DES MATÉRIAUX	Arrêté Préfectoral du 03/03/2021, article 2.3.5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT	Arrêté Préfectoral du 03/03/2021, article 4.4.2	/	Sans objet
7	RAVITAILLEMENT ET STATIONNEMENT	Arrêté Préfectoral du 03/03/2021, article 7.3.5.1	/	Sans objet
8	RAVITAILLEMENT ET STATIONNEMENT	Arrêté Préfectoral du 03/03/2021, article 7.3.5.2	/	Sans objet
9	MESURES DE COMPENSATION	Arrêté Préfectoral du 03/03/2021, article 9.2.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspecteur de l'environnement a constaté quatre non-conformités au cours de cette visite. Ces constats conduisent l'inspection à demander à l'exploitant d'engager des actions correctives. Le non-respect des prescriptions faisant l'objet de demandes d'actions correctives peut conduire l'inspection à proposer à madame la Préfète de Vaucluse d'engager les suites administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2021, article 1.2.2
Thème(s) : Situation administrative, SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT
Point de contrôle déjà contrôlé : le 10/06/2021
Prescription contrôlée : L'emprise autorisée est d'une superficie totale de 26,66 ha pour une surface exploitable de 24,75 ha et concerne les parcelles suivantes, par référence au plan cadastral annexé au présent arrêté (Annexe 1). Toute modification de dénomination des parcelles concernées devra être déclarée à l'inspection des installations classées. Le périmètre de l'emprise autorisée et le périmètre de la surface exploitable sont représentés sur le plan et la vue aérienne annexés au présent arrêté (Annexe 2 et Annexe 3). L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le tracé vectoriel des périmètres précités, au format .shp (système de projection Lambert 93), dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : constat le 10/06/2021 (écart n°1) : l'exploitant doit transmettre avant le 06 août 2021 le tracé vectoriel du périmètre de l'emprise autorisée et du périmètre de la surface exploitable, au format .shp (système de projection Lambert 93) constat le 02/03/2023 : par courriel du 24/09/2021, l'exploitant a transmis les plans au format demandé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : TRANSPORT DES MATÉRIAUX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2021, article 2.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, TRANSPORT DES MATÉRIAUX
Point de contrôle déjà contrôlé : le 10/06/2021
Prescription contrôlée : [] Le nombre maximum d'entrée/sorties sur le site de camions (évacuation de matériaux et apports de remblais) est de 60 par jour en moyenne annuelle pendant les trois premières phases quinquennales, puis de 80 par jour en moyenne annuelle à partir de la quatrième phase quinquennale. Les véhicules équipés de bâche et transportant des matériaux sont obligatoirement bâchés. Les véhicules non équipés de bâche et transportant des matériaux passent sous un portique pour arroser leur chargement afin de limiter l'envol des poussières lors du transport. Des contrôles sont réalisés périodiquement par l'exploitant qui consigne tout manquement sur un registre tenu à disposition de l'inspecteur de l'environnement.
Constats : constat le 10/06/2021 (Observation 1) : l'exploitant veillera à faire figurer dans son rapport d'activité annuel la synthèse du nombre mensuel de camions sortant de la carrière. Constat le 02/03/2023 : le rapport d'activité pour l'année 2021 mentionne une moyenne annuelle de 22,4 camions par jour. Ce nombre est de 43 camions pour l'exercice 2022.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : SUIVI ANNUEL D'EXPLOITATION ET RAPPORT ANNUEL

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2021, article 2.10.2
Thème(s) : Risques chroniques, SUIVI ANNUEL D'EXPLOITATION ET RAPPORT ANNUEL
Point de contrôle déjà contrôlé : le 10/06/2021
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage ; • les bords de la fouille ; • les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ; • l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ; • les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ; • les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; • le positionnement des fronts ; • la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection. <p>Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités. []</p> <p>Constats : constat le 10/06/2021 : transmettre avant le 06 août 2021 le plan d'exploitation complété avec les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le bornage ; - les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ; - les piézomètres. <p>Y joindre une annexe consignant les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état).</p> <p>Constat le 02/03/2023 : l'exploitant a transmis le plan complété daté du 30/07/2021 présentant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ; - les piézomètres. <p>Un document consignant les surfaces S1, S2 et S3 associées à la première phase de travaux a également été communiqué.</p> <p>Le plan précité fait également apparaître des « points implantés en limite » : l'exploitant précise qu'il s'agit des bornes correspondant aux limites du périmètre d'extraction, qui ont pu être observées sur site le jour de l'inspection.</p>

Toutefois, le périmètre d'autorisation n'est pas borné, conformément aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.
Observations : l'exploitant doit, sous 6 mois, réaliser le bornage du périmètre d'autorisation de sa carrière. L'exploitant transmettra un plan de bornage à l'inspection, dans le mois suivant la réalisation de ces opérations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : INDICATEURS DE SUIVI DES POUSSIÈRES DIFFUSES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2021, article 3.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, INDICATEURS DE SUIVI DES POUSSIÈRES DIFFUSES
Point de contrôle déjà contrôlé : le 10/06/2021
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>3.5.2.1 Définition des indicateurs de suivi des retombées de poussières Les objectifs retenus pour la surveillance des retombées de poussières, avec un système de jauges, sont pour les jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance : 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante.</p> <p>3.5.2.2 Dépassement des objectifs En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au 2.10 du présent arrêté, l'exploitant informe l'Inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.</p>
<p>Constats : constat le 10/06/2021 :</p> <p>a) Observation 4 : transmettre avant le 06 août 2021 un plan faisant apparaître les limites de propriété de l'exploitation et la zone comprise à moins de 1 500 m de ces limites afin de visualiser les constructions comprises dans ce périmètre.</p> <p>Le cas échéant, l'exploitant soumettra à l'inspection des installations classées un plan d'implantation d'une ou plusieurs stations de mesure à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 m des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants.</p> <p>b) Observation 5 : la société DELORME pourra utilement se rapprocher de la société LAFARGE qui exploite sur le même massif une carrière afin d'élaborer un plan de surveillance commun.</p> <p>Constat le 02/03/2023: l'exploitant a transmis le plan du 30/07/2021 faisant apparaître les constructions dans un rayon de 1500m. Les résultats obtenus en matière de surveillance de retombées de poussières ont été présentés notamment lors du dernier comité de suivi, commun avec la carrière Lafarge. Le réseau de surveillance cumulé des deux carrières ne fait pas apparaître de dépassement de la valeur de 500mg/m²/j pour les jauges de type "b" suivies par la société Lafarge. Toutefois, l'inspection relève qu'aucune jauge de type « b » n'a été mise en place par la société Delorme, notamment au sud de la zone lampourdier, où se trouvent des habitations dans le rayon de 1500m .</p>
Observations : l'exploitant doit, sous 3 mois, compléter son plan de surveillance en implantant une jauge de type « b » à proximité des premières habitations au sud de la zone lampourdier, se trouvant dans le rayon de 1500m. Le plan de surveillance modifié sera transmis à l'inspection selon le même délai.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2021, article 4.4.2
--

Thème(s) : Risques chroniques, ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT
Point de contrôle déjà contrôlé : le 10/06/2021
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sur les aires de distribution de carburants, les eaux résiduelles de l'atelier, y compris les eaux de lavage des véhicules et engins à moteur, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat, conformes aux normes en vigueur, permettant de traiter les polluants en présence. Les séparateurs à hydrocarbures sont conformes aux normes en vigueur. Le décanteur séparateur est conçu et dimensionné de façon à évacuer un débit minimal de 45 litres par heure, par mètre carré de l'aire considérée, sans entraînement de liquides inflammables.</p> <p>Ces dispositifs de traitement sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées.</p> <p>Constats : constat le 10/06/2021 (non conformité n°5) : L'aire de stockage des véhicules n'est pas encore installée ; ainsi les décanteurs/déshuileurs ne sont pas positionnés. Ainsi, les eaux de ruissellement susceptibles d'être polluées sur les aires de stationnement ne sont pas collectées, ni traitées. Par ailleurs, l'arrêté préfectoral actuel ne régit pas le point de rejets en eaux pluviales du décanteur/déshuileur. Ce point devra faire l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire. L'exploitant transmet à monsieur le Préfet, sous 3 mois, un dossier présentant les dispositions prises afin d'assurer la collecte et le traitement des eaux de ruissellement sur les aires de stationnement des véhicules.</p> <p>Constat le 02/03/2023: par courriel du 5 janvier 2022, l'exploitant a transmis les photographies de la nouvelle aire de stationnement étanches des engins, ainsi que de la nouvelle station service. Il précise que ces installations ont été mises en services fin 2021.</p> <p>Le 02/03/2023, l'inspection a constaté la présence d'une aire étanche de stationnement des engins, raccordée à un séparateur à hydrocarbures, ainsi que d'une aire étanche au niveau de la station service, également raccordée à un séparateur.</p> <p>L'exploitant a transmis le rapport d'analyse de la qualité des eaux issues du séparateur en date du 23/01/2023 (mesures réalisées le 11 mai 2022). Les résultats sont conformes aux valeurs limites d'émissions des eaux rejetées au milieu naturel, prescrites à l'article 4.5.4 de l'arrêté (à l'exception de la teneur en MES, toutefois sans incidence compte tenu de l'absence de rejet dans un milieu aquatique).</p>



Observations : Les points de rejets en eaux pluviales des deux décanteur/déshuileur seront réglementés à travers un prochain arrêté préfectoral complémentaire. Dans l'attente, l'inspection demande à l'exploitant de poursuivre le suivi annuel tel que réalisé en 2022, afin de contrôler le respect des valeurs limites prescrites à l'article 4.5.4 de l'arrêté d'autorisation.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : TRANSPORT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2021, article 5.2.6

Thème(s) : Risques chroniques, TRANSPORT

Point de contrôle déjà contrôlé : le 10/06/2021

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.

Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012

<p>fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541- 46 du code de l'environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> •la date de l'expédition du déchet ; •la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'Annexe III de la Directive n° 2008/98/CE du 19/11/08 relative aux déchets •la masse du déchet sortant ; •le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ; •le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé préfectoral de déclaration de transport de déchets mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; •le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ; •le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement n°1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts transfrontaliers de déchets ; •le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive susvisée ; •la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement. <p>Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement.</p> <p>Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>constat le 10/06/2021 (Non conformité 3) : La société ne dispose pas de registre à ce stade.</p> <p>Constat le 02/03/2023 : par courriel du 30 juin 2021, l'exploitant a transmis la trame informatique du registre déchets mis en place. Ce document comporte les informations demandées exceptées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code déchets à 6 chiffres, prévu par la nomenclature définie à l'Annexe III de la Directive n° 2008/98/CE du 19/11/08 relative aux déchets - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive susvisée ; - le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.
<p>Observations : l'exploitant doit, sous 1 mois, compléter son registre avec l'ensemble des informations requises.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : RAVITAILLEMENT ET STATIONNEMENT

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2021, article 7.3.5.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, RAVITAILLEMENT ET STATIONNEMENT</p>

Point de contrôle déjà contrôlé : le 10/06/2021
Prescription contrôlée : Le ravitaillement, le stationnement des engins de chantier sur pneus (en heure non ouvrable), et l'entretien courant des engins de chantier sur pneus, sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Ces eaux sont acheminées vers un deshuileur, dont le dimensionnement est adapté à la surface de l'aire de stationnement, au nombre d'engins stationnés (capacité des réservoirs) et à la météorologie locale. Les eaux en sortie sont dirigées vers un regard réservé aux analyses, avant rejet au milieu naturel. [...]
Constats : constat le 10/06/2021 (Non conformité 4) : Les engins sur pneus ne sont pas stationnés sur une aire étanche. L'exploitant doit construire et mettre en service avant le 31 décembre 2021 une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. L'aire sera équipée d'un déshuileur dont le dimensionnement tiendra compte de la surface de l'aire de stationnement, de la capacité totale des réservoirs d'engins stationnés et de la pluviométrie locale. constat le 02/03/2023 : par courriel du 5 janvier 2022, l'exploitant a transmis les photographies de la nouvelle aire de stationnement étanches des engins, ainsi que de la nouvelle station service. Il précise que ces installations ont été mises en services fin 2021. Le 02/03/2023, inspection a constaté la présence des aires étanches et des séparateurs (cf PdC n°5).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : RAVITAILLEMENT ET STATIONNEMENT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2021, article 7.3.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, RAVITAILLEMENT ET STATIONNEMENT
Point de contrôle déjà contrôlé : le 10/06/2021
Prescription contrôlée : Le stationnement et le ravitaillement de la pelle à chenilles se font au-dessus d'un système mobile de rétention d'une capacité au moins deux fois égale au volume du réservoir de la pelle.
Constats : constat le 10/06/2021 (observation n°6) : À compter du 30 juillet 2021, stationner la pelle à chenilles au-dessus d'un système mobile de rétention d'une capacité au moins égale au volume du réservoir de la pelle. Constat le 02/03/2023 : l'inspection a constaté la présence de la rétention mobile à proximité de la pelle à chenilles


Observations : tel que décrit dans le rapport DREAL du 15/07/2021 relatif à la visite du 10/06/2021, l'arrêté préfectoral actuel surdimensionne la capacité de la rétention mobile. Les dispositions de l'article 7.3.5.2 seront mises à jour dans le cadre d'un prochain arrêté préfectoral complémentaire, afin d'imposer la mise en place d'un système mobile de rétention d'une capacité au moins égale au volume du réservoir de la pelle .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : MESURES DE COMPENSATION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2021, article 9.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, MESURES DE COMPENSATION
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Restitutions :</p> <p>Chaque année de suivi fera l'objet d'un rapport de synthèse dans lequel les enjeux seront présentés, analysés et localisés en lien avec la qualité des milieux et l'efficacité de la gestion appliquée. Les résultats du suivi serviront à orienter si nécessaire l'effort de gestion ou à l'appliquer sur d'autres secteurs le nécessitant.</p> <p>Le rapport comprendra également les résultats de l'action de débroussaillage et fixera les objectifs de l'année suivante.</p> <p>Périodicité : N+1, N+2, N+5, N+10, N+15, N+20, N+25, N+30, soit 8 rapports de synthèse. Une réunion de restitution sera associée à la remise de chaque rapport pour présenter l'état des lieux au maître d'ouvrage. Ces rapports seront transmis à la DREAL PACA pour information et suivi.</p>
<p>Constats : Constat le 02/03/2023 : l'exploitant a communiqué à la DREAL, les documents suivants établis par l'écologue mandaté par le suivi du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le plan quinquennal d'entretien des zones de compensation du 09/03/2022 ; • le compte-rendu des travaux relatifs à la mesure de compensation C1 en date du 07/02/2023 ; • le compte-rendu des travaux relatifs à la mesure de réduction R7 en date du 23/01/2023 (renforcement de la population d'aristoloche pistoloche sur le site receveur). <p>Ces documents présentent la synthèse des premiers travaux opérés et les préconisations pour les opérations effectuées dans les années à venir. Par ailleurs, l'exploitant a transmis la commandée passée en janvier 2023 pour la réalisation des mesures programmées en 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Modification des conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/08/2021, article R181-46 II
Thème(s) : Autre, Modification des conditions d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation</p>

doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. [...]
<p>Constats : Le jour de l'inspection, il a été constaté que des opérations d'extractions sont actuellement réalisées au sud de la zone dite « lampourdier ». Or, les opérations d'extraction sur cette zone ne doivent débuter qu'à compter de la seconde phase quinquennale, d'après le plan de phasage en annexe de l'arrêté d'autorisation du 3 mars 2021.</p> <p>L'exploitant n'a pas porté à la connaissance de Mme la Préfète cette modification des conditions d'exploitation, avec tous les éléments d'appréciation, préalablement à sa mise en œuvre.</p>
<p>Observations : l'exploitant doit, sous 3 mois, porté à la connaissance de Mme la Préfète la modification du phasage d'extraction, avec tous les éléments d'appréciation, en application de l'article R.181-46 du CE.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois